

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1204 - 4 juin 1987 - 5 F

D 1204 EL SALVADOR: LA GUERRE PSYCHOLOGIQUE
DES SERVICES SPECIAUX

La violente offensive déclenchée il y a un an contre les organisations humanitaires et de défense des droits de l'homme dans le pays (cf. DIAL 1139) continue toujours contre l'une d'entre elles: la Commission des droits de l'homme d'El Salvador. En juillet 1985 un faux rapport à entête de cette commission était diffusé dans les milieux internationaux des droits de l'homme et repris par certaines publications. Le contenu en était une confession de partialité dans les jugements de la soi-disant commission et une mise en cause de l'opposition regroupée sous le signe du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) et du Front démocratique révolutionnaire (FDR). Le 30 janvier 1986, la vraie commission faisait officiellement savoir que le document de juillet 1985 était un faux. Le 20 février 1986, un deuxième faux rapport était à nouveau publié sous entête de la Commission des droits de l'homme d'El Salvador. En avril 1987 le même groupe de falsificateurs récidivait en envoyant une lettre, non datée mais postée du 3 avril 1987 au Panama, pour traiter la vraie commission de "groupuscule immédiatiste-militariste" (sic!).

Pour que le lecteur ait une idée de ce genre de littérature ordonnée au discrédit d'un groupe humanitaire non gouvernemental, nous donnons trois documents:

- 1) le vrai du 30 janvier 1986;
- 2) le faux du 20 février 1986;
- 3) le faux posté du 3 avril 1987.

Note DIAL

1. Après le faux de juillet 1985, communiqué de la vraie Commission des droits de l'homme d'El Salvador (30 janvier 1986)

Messieurs les membres des organisations humanitaires nationales et internationales,

Nous avons récemment reçu à nos bureaux une lettre retournée à l'expéditeur qui aurait apparemment été envoyée par notre institution et qui avait été adressée à l'Association internationale des juristes démocrates, 49 avenue Jupiter, 1190 Bruxelles, Belgique (1).

Cela a été pour nous une surprise de constater que ce document n'avait pas été élaboré par nos soins et que son contenu ne correspondait pas à celui de notre travail.

Ce document est une grossière imitation de notre papier à entête et dont nous vous donnons une reproduction pour que vous puissiez comparer et constater le plagiat dont nous avons été victimes, par des gens intéressés à utiliser le nom de notre organisation pour semer la confusion sur la vraie situation des droits de l'homme en El Salvador.

[1] Lettre renvoyée à l'expéditeur pour adresse erronée (NdT).

Nous rejetons vivement toute responsabilité par rapport aux informations du document intitulé "Situation des droits de l'homme pour le premier semestre 1985", constitué de cinq feuillets recto-verso et daté de juillet 1985.

Il est pour nous important de vous mettre au courant de ce fait, car il est susceptible de se reproduire. Aussi tout document émanant de notre organisation envoyé à des organisations humanitaires internationales ou autres du même genre sera-t-il tamponné d'un cachet mis à la fin de tout document signé par deux membres du bureau directeur de l'organisation, MM. Anibal Argón et Salvador Mendoza, et également mis sur chaque feuillet en haut à droite.

Nous profitons de l'occasion pour dire que notre organisation n'a pas de représentant au Panama, pays d'où a été envoyée la lettre, comme en font foi les timbres de l'enveloppe, laquelle a été renvoyée de façon erronée par les PTT d'El Salvador à l'ancienne adresse de nos bureaux portée sur l'enveloppe du faux document. La nouvelle adresse de notre organisation est Urbanización La Esperanza, pasaje 1, casa n° 117, et le téléphone est le numéro 25.92.32.

Notre position sur le contenu du faux document est de ne pas le commenter car son objectif est politique, dans le sens que notre nom est utilisé pour porter des jugements en faveur de la thèse gouvernementale sur les prétendues améliorations de la situation des droits de l'homme en El Salvador.

Nous continuons d'affirmer, sur la base des témoins des faits de violation des droits de l'homme, que le gouvernement en est responsable pour 80% environ comme résultat de sa politique d'extermination du secteur social déterminé que sont les classes laborieuses, pour leurs prétendus liens avec l'opposition politique armée du FMLN, ce qui sert de justification à 100% pour la répression contre les organisations professionnelles du peuple qui font légitimement usage du droit à la défense de leurs intérêts.

Comment notre organisation pourrait-elle avancer des concepts comme ceux contenus dans le faux document, alors que nous savons que la réalité est différente? Ce serait manquer à nos principes fondamentaux de solidarité avec les victimes des actes les plus atroces que d'oublier les gens les plus modestes, victimes de persécution, de torture, de disparition et d'assassinat de la part du gouvernement. Ce serait oublier une population civile rurale qui subit quotidiennement les bombardements aveugles du gouvernement Duarte. Ce serait méconnaître les aspirations à la justice et à la liberté du peuple salvadorien. Ce serait en quelque sorte détruire les plus nobles idéaux qui fondent la dignité humaine.

Nous ne sommes pas les détracteurs de la réalité douloureuse du peuple. Depuis la création de notre organisation humanitaire, nous avons été pourchassés par le gouvernement; deux de nos membres ont disparu; quatre d'entre nous ont été assassinés, dont notre présidente Marianella Garcia Villas; sans parler des attentats à la bombe et des opérations militaires contre notre organisation. Aucune autre dans le monde n'a fait l'objet d'une telle persécution. Comment pourrions-nous maintenant vendre notre conscience aux intérêts les plus ténébreux d'un pouvoir qui opprime la majorité de la population de notre pays?

Le gouvernement a créé une commission des droits de l'homme chargée de minimiser ses opérations de répression contre le peuple. Le faux document correspond parfaitement aux principes d'organisations du gouvernement ou des forces armées mais en aucun cas aux nôtres.

Nous savons qu'en Europe des groupes, comme "Mittelamerika Aktuel" n° 51.52/85, ont reproduit délibérément ou par inadvertance le faux document, en favorisant ainsi les objectifs recherchés par ses auteurs. Nous ne serions pas étonnés que cela soit voulu, car cela rentre dans le cadre de tels moyens malhonnêtes, pour semer la confusion dans l'opinion publique internationale.

Nous désavouons donc le faux document mis en circulation de façon frauduleuse, dont nous reproduisons aujourd'hui la première page pour votre information. Vous trouverez ci-joint (2) :

- la première page du faux document;
- la première page à entête authentique de notre organisation, pour comparaison;
- la photocopie recto-verso de la fausse enveloppe expédiée du Panama en direction de la Belgique (notre organisation n'a pas de représentant au Panama);
- les statistiques pour 1985.

Nous vous remercions de votre attention.

San Salvador, le 30 janvier 1986

POUR L'EXISTENCE ET LE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME!
NOUS NE NOUS TAIRON S JAMAIS!

Pour la Commission des droits de l'homme - non gouvernementale

Anibal Argón
Salvador Mendoza

2. Deuxième faux rapport sur les droits de l'homme (20 février 1986)

RAPPORT PÉRIODIQUE SUR LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME ET ÉCLAIRCISSEMENTS SUR LES DOUTES CONCERNANT NOTRE BULLETIN DE 1985

L'année passée nous avons fait un rapport sur les droits de l'homme en El Salvador pour la première moitié de l'année. Nous y avons exposé notre réajustement par rapport à la connaissance du droit en exposant les différents droits de l'homme violés par le FMLN-FDR.

Dans ce rapport il y avait deux points:

- a) Nous disions que nous avons toujours strictement accusé la Force armée d'El Salvador et le gouvernement de la République; aussi, dans ce rapport, parlions-nous des violations nombreuses et répétées du FMLN-FDR.
- b) Nous disions que nous étions dans la vieille erreur consistant à croire que seuls existaient les droits de l'homme à la vie, à la liberté, à la libre expression de la pensée. Mais après avoir pris connaissance des chartes de l'OEA et de l'ONU, nous avons compris qu'ont autant d'importance les droits de l'homme sur la liberté de pensée, de culte et de conscience; et qu'il faut, dans le monde occidental, respecter la liberté relative à la propriété privée, la liberté de travail et de transit, etc.

Cette innovation dans notre façon de veiller au respect des droits de l'homme en El Salvador a eu deux effets contraires à notre crédibilité et à notre honneur, comme combattants de la dignité et du respect de la personne humaine:

a) Il y a eu des réactions en Europe sur le fait que nous étions sans doute divisés au niveau de la direction de notre commission. Cela est faux car nous sommes tous d'accord sur nos conceptions et sur la nécessité d'être impartial pour continuer coûte que coûte à dénoncer les violations d'où qu'elles viennent. Nous avons vérifié qu'actuellement le FMLN-FDR fait preuve de plus de violations que les organismes officiels; à tel point que nous considérons que chacun des groupements du FMLN-FDR, tels que FPL-FAPL, RN-FARN, PCS-FAL, PRS-ERP et PRTC-FAR-LP, ne sont tout simplement rien d'autre que des "Escadrons de la mort" nés en 1970, et qu'ils comptent dans leurs actions des centaines de cas identiques ou pire que celui de la Zone rose.

b) Des dirigeants communistes du FMLN-FDR, comme le cas de Fabio Castillo Figueroa dissident du PCS-FAL et aujourd'hui également expulsé du PRTC-FAR-LP, ont

[2] Documents non reproduits dans ce document DIAL [NdT].

entrepris au Costa Rica de répandre le bruit que nous sommes des membres de la CIA. Il est possible que l'autre commission des droits de l'homme (gouvernementale) soit organisée par la CIA; mais nous, avec notre souci de la vérité, nous cherchons à être impartiaux et à éviter qu'on nous traite de membres du KGB soviétique. Et cela parce que, dans nos choix antérieurs, nous cachions la triste vérité du FMLN-FDR et que nous n'accusons que le couple gouvernement-impérialisme yanqui.

Ce rapport périodique a pour but de confirmer notre impartialité. Et on ne peut en tirer argument pour dire que nous cherchons à donner une mauvaise image du FMLN-FDR. En fait ce sont ses mauvaises actions actuelles qui lui valent le rejet populaire, ainsi que les commentaires opposés des chefs de l'Eglise catholique d'El Salvador.

Le monde entier connaît les résultats négatifs du FMLN-FDR par suite de l'utilisation des mines contre les paysans et les civils de tous âges dans le pays. Et si les dirigeants du FMLN-FDR croient possibles et justifiés la pratique de l'enlèvement, l'assassinat, le vol et la violence contre la propriété privée, nous les considérons pour notre part comme des "escadrons de la mort" et nous dénonçons leurs crimes à la face du monde parce que nous veillons au respect des droits de l'homme du peuple salvadorien.

(Suit un "rapport" sur les victimes d'explosion de mines ou d'assassinat en janvier 1986. Non reproduit ici. NdT)

3. Faux communiqué (non daté, mais posté à Panamá le 3 avril 1987)

Messieurs les membres des organisations humanitaires nationales et internationales,

Nous avons récemment pris connaissance d'un communiqué qui, d'après son contenu, venait *prétendument* (3) de la Commission des droits de l'homme d'El Salvador - non gouvernementale et dans lequel on démentait avoir élaboré un rapport intitulé "Situation des droits de l'homme en El Salvador pour le premier semestre 1985". Nous y avons noté que, au-delà de tout démenti sur la rédaction de ce document, *le contenu n'en est pas contesté*. On ne pouvait en nier le contenu puisque *c'est un fait qu'ont eu lieu tous les assassinats, toutes les atteintes et autres violations des droits de l'homme perpétrés à l'encontre de la population par les insurgés, qui s'en sont d'ailleurs publiquement attribué la responsabilité*.

Pourquoi était-il si important pour ces messieurs "Anibal Aragón" et "Salvador Mendoza" de démentir qu'ils avaient élaboré un document aussi objectivement basé sur la vérité? Pourquoi était-il si important d'attirer l'attention sur leur papier à entête, au point d'en joindre un exemplaire? Apparemment ils ne se sont pas rendu compte qu'on ne peut montrer sa légitimité comme organisation de respect des droits de l'homme par la seule exhibition d'un papier à entête avec signatures et cachets. Apparemment ils ont oublié qu'on ne prouve sa légitimité que par des actions manifestant l'intérêt sincère, vif et continuel qu'on porte à la défense des droits de l'homme du peuple salvadorien.

Dans les groupes qui veillent au respect des droits de l'homme il y a toujours eu des contradictions de forme. Mais jamais jusqu'à maintenant de fond. Les courants idéologiques ont changé, mais toujours en fonction de la réalité du pays. Voici quelque temps la décision a été prise de mener une guerre de harcèlement contre le régime

[3] Nous mettons en italique toutes les inversions de sens ou expressions sciemment utilisées dans ce faux pour semer la confusion chez le lecteur non prévenu qui, de ce fait, finit par ne plus savoir qui est qui [NdT].

duartiste-impérialiste par l'utilisation de pièges explosifs (4). Au début cela affectait surtout la force ennemie, mais ce n'est plus le cas maintenant. Nous nous sommes rendu compte que, *alors qu'il s'agit d'une guerre populaire pour la libération nationale, c'est le secteur populaire qui en est davantage victime que la force ennemie, c'est-à-dire la Force armée.* Aussi, en fonction de cette réalité, nous ne pouvions plus nous taire ni justifier d'aucune manière une politique de poursuite de la guerre sans tenir compte des dommages causés à la population civile. Chaque jour qui passe voit augmenter les dommages causés à des civils innocents qui n'ont rien à voir avec la guerre et encore moins avec notre lutte idéologique.

Il était pour nous pesant de constater que, dans notre organisation, il y avait des éléments radicaux liés à un courant lui aussi radical, militariste et immédiatiste, dont la pratique consiste à mener une guerre de harcèlement qui coûte autant au peuple que prétendument elle lui sert. Comme nous l'avons expliqué auparavant, et comme nous le redisons maintenant, nous ne pouvions garder le silence sur cette exploitation de la volonté internationale de présence à la souffrance du peuple salvadorien car, autrement, nous serions complices des violations des droits de l'homme. C'est pourquoi nous avons dû exposer la vérité quel qu'en soit le prix à payer pour nous.

Pourtant, en dépit de notre juste lutte, ce groupuscule immédiatiste-militariste prétendait, dans un communiqué adressé à vous, parler au nom de notre organisation, qui est si pourchassée, en démentant le fait du rapport mais pas son contenu. Il cherchait également à semer chez vous la confusion en y ajoutant une liste des "Tués par la guérilla en 1985" (5) dans laquelle il est fait état de 452 morts dont 6 seulement non liés à l'armée. D'après cette liste attrape-nigaud il n'y a pas eu de tués dans la population civile par les "mines révolutionnaires" ou par les mitraillages pendant les "grèves des transports". Pourquoi cherchent-ils à semer le trouble? Les insurgés tuent beaucoup de gens modestes parmi la population quand ils mènent leur guerre de harcèlement. Avec un certain orgueil la guérilla admet dans ses médias clandestins ses attaques, ses assassinats, ses disparitions, ses mitraillages, ses enlèvements, ses utilisations de mines, etc. Pourquoi ce groupuscule avec, à sa tête, "Anibal Aragón" et "Salvador Mendoza" doit-il se taire devant la réalité? Véhiculent-ils l'idée fasciste que "la fin justifie les moyens"? Si oui, de quelle "fin" s'agit-il? On a une idée de cette fin quand ils disent dans leur lettre: "Comment notre organisation pourrait-elle avancer des concepts comme ceux-là... Ce serait manquer à nos principes fondamentaux..." Ils disent dans leurs slogans: "Nous ne nous taisons jamais!"; ils se taisent pourtant devant la réalité de la violence exercée et reconnue par la guérilla sur le peuple salvadorien. Il nous semble que ce groupuscule immédiatiste se prête à un genre de jeu bien désagréable.

Nous condamnons énergiquement comme diffamatoire la tentative du groupuscule immédiatiste de se rattacher à Marianella Garcia Villas et de se l'approprier (6). Elle a travaillé dans notre organisation avec conscience sociale, avec le sens permanent de son devoir envers le peuple souffrant. Elle a fait face à l'oppression avec ténacité, dans sa défense des intérêts du peuple assassiné, disparu, torturé, etc. Nous estimons que nous serions infidèles à sa mémoire héroïque, à son combat révolutionnaire, à son sacrifice ultime et majeur - sa vie donnée pour la révolution en pleine bataille - si nous nous taisions devant cette néfaste tentative pour salir le nom de notre Marianella quand on dit qu'elle aurait été d'accord avec la campagne menée par le groupuscule immédiatiste. Nous ne tolérerons pas cette diffamation du nom de notre chère Marianella.

[4] Le minage du pays par le FMLN est le thème central de ce faux document. A comparer avec le document officiel du ministère des relations extérieures d'El Salvador du 9 février 1987, diffusé le 8 avril, intitulé "Rapports d'El Salvador: les mines". On lit dans l'introduction: "Des sources divergentes, y compris certaines traditionnellement hostiles à la Force armée d'El Salvador, arrivent à la même conclusion: la guérilla est responsable de quasiment toutes ces victimes civiles [des mines]" [NdT].

[5] Le vrai rapport de la Commission comportait les tableaux suivants: "Tués par la guérilla en 1985", "Disparus en 1985", "Assassinats parmi la population civile en 1985" et "Personnes arrêtées en 1985" [NdT].

[6] Sur l'assassinat de Marianella Garcia Villas, cf. DIAL.D 845 [NdT].

Nous vous prions de nous excuser, vous les représentants d'organisations humanitaires nationales et internationales, de procéder au nettoyage, *dans nos rangs*, de ces éléments qui se rattachent au courant des radicaux immédiatistes-militaristes. *Ils mettent en danger le travail que nous poursuivons depuis de longues et difficiles années.* Nous espérons que vous, les destinataires de ce communiqué, aurez la patience nécessaire pour que la vérité soit dite. Nous vous remercions par anticipation de votre préoccupation constante pour un sujet aussi important que celui des droits de l'homme en El Salvador. Nous nous engageons à vous maintenir à tout prix informés de la situation actuelle dans notre douloureux pays.

POUR LA PAIX DANS LA JUSTICE EN EL SALVADOR!

HALTE A LA RÉPRESSION CONTRE LE PEUPLE!

PRESENTE DANS LA LUTTE POUR LES DROITS DE L'HOMME, LA COMMISSION!

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 320 F - Etranger 380 F - Avion 450 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441